

# Groupe de travail sur l'édition savante au Canada

## Rapport final

JUILLET 2017

Organismes représentés au groupe de travail :

Association des bibliothèques de recherche du Canada  
Association des Presses Universitaires Canadiennes  
Association canadienne des revues savantes  
Conseil de recherches en sciences humaines  
Conseil des bibliothèques universitaires de l'Ontario  
Érudit  
Fédération canadienne des sciences humaines  
Public Knowledge Project  
Réseau canadien de documentation pour la recherche  
Universités Canada



# Table des matières

<b>Sommaire.....</b>	<b>1</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>3</b>
<b>Enquête sur la situation actuelle .....</b>	<b>3</b>
<b>L'édition savante comme infrastructure de recherche .....</b>	<b>5</b>
<b>Le milieu de l'édition savante canadienne .....</b>	<b>6</b>
Points forts du système actuel .....	8
Points faibles du système actuel .....	8
<b>Lignes directrices pour une édition savante canadienne pérenne .....</b>	<b>9</b>
Reddition de comptes au milieu universitaire .....	9
Soutien d'un accès libre et ouvert .....	9
Promotion des meilleures pratiques éditoriales .....	9
Auteurs bien informés.....	10
Plus grandes possibilités pour l'édition savante au Canada.....	10
Bâtir à partir des forces du milieu.....	10
Souplesse et adaptabilité .....	10
<b>Modèle cadre pour un système canadien d'édition savante pérenne.....</b>	<b>11</b>
Revue.....	12
Monographies.....	17
Publications scientifiques créées en version numérique.....	20
<b>Poursuite de la collaboration.....</b>	<b>23</b>
<b>Annexe A : Mandat .....</b>	<b>24</b>
<b>Annexe B : Organismes représentés au groupe de travail.....</b>	<b>27</b>

## Sommaire

Le Groupe de travail sur l'édition savante au Canada (GTESC), un groupe de plusieurs intervenants réunis par l'Association des bibliothèques de recherche du Canada (ABRC), a mené des rencontres entre juillet 2016 et mai 2017. Des représentants des presses universitaires, des bibliothèques de recherche, du milieu de l'édition savante, de l'enseignement et de l'industrie, un organisme subventionnaire fédéral et plusieurs chercheurs ont contribué au groupe.

La première partie de ce rapport est une analyse de l'écosystème de l'édition savante résumant les points forts et les points faibles du système existant.

Le GTESC affirme qu'un système d'édition savante canadienne pérenne se caractérisera par les principes suivants :

- reddition de comptes au milieu universitaire ;
- soutien d'un accès libre et ouvert ;
- promotion des meilleures pratiques éditoriales ;
- auteurs bien informés ;
- plus grandes possibilités pour l'édition savante au Canada ;
- renforcement des acquis ;
- souplesse et adaptabilité.

Le rapport présente un cadre conceptuel fondé sur ces principes, avec pour objectif de faire évoluer le milieu canadien de l'édition savante vers un avenir pérenne, tout en tenant compte de la diversité du financement des modèles actuels. Étant donné le caractère hétérogène de l'édition savante canadienne, le modèle proposé s'appuie sur de nombreuses initiatives en place, étroitement liées, qui viennent se renforcer mutuellement. Les mesures de soutien aux revues, aux monographies et aux publications créées dans des formats numériques sont décrites séparément. Un avenir pérenne inclura un ensemble de modèles d'affaires ; il comprendra un amalgame entre les ventes traditionnelles, le marketing, les abonnements pour certains, le libre accès total et un plus grand nombre de modèles expérimentaux pour d'autres, selon la disponibilité du financement pour subventionner des publications de haute qualité sans l'obligation de ventes ou d'abonnements.

Le cadre de travail fait ressortir un nombre important d'initiatives actuellement en place dans le milieu de l'édition savante canadienne ainsi que des propositions à développer.

### **Les revues**

- Élargissement du partenariat RCDR-Érudit en soutien au libre accès pour une transition graduelle de revues additionnelles en sciences humaines et sociales.
- Consultations informatives autour des modifications du programme d'Aide aux revues savantes (CRSH).
- Redoublement des efforts en soutien aux bibliothèques de recherche qui fournissent des services de publication.
- Étude d'une proposition visant la création d'un Fonds sur l'innovation et l'impact des revues savantes par l'Association canadienne des revues savantes.

### **Les monographies**

- Identification des possibilités et des limites du libre accès pour la publication de monographies ;
- Étude sur les possibilités d'adapter les programmes de financement à la publication de monographies scientifiques ;
- Projet pour financer collectivement un petit nombre de livres savants canadiens en libres d'accès.

### **Les publications savantes créées en version numérique**

- Renforcement de la capacité des bibliothèques de recherche et des éditeurs intéressés à appuyer des projets d'édition savante, incluant la question complexe de la préservation à long terme ;
- Partage des connaissances entre les établissements et les projets pour améliorer le soutien aux projets de publication savante numérique ;
- Accès accru des chercheurs aux infrastructures de stockage et de préservation du réseau Calcul Canada.

# Introduction

L'Association des bibliothèques de recherche du Canada (ABRC) a formé en juillet 2016 le **Groupe de travail sur l'édition savante au Canada (GTESC)**, un groupe réunissant de multiples intervenants chargés d'établir une vision, des principes et des objectifs communs qui serviront de cadre pour une édition savante canadienne innovante, solide, pérenne et collaborative. Le mandat du GTESC est annexé au présent document ([annexe A](#)). Les membres du groupe ([annexe B](#)) incluent notamment des représentants du milieu de l'édition savante canadienne, des presses universitaires, des bibliothèques de recherche, du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) et des chercheurs de diverses disciplines. Le groupe s'est intéressé particulièrement à l'idée de bâtir des perspectives structurantes et pérennes pour l'édition savante canadienne. À l'occasion de plusieurs réunions virtuelles tenues entre août 2016 et avril 2017, et d'une réunion de travail en personne ayant eu lieu en novembre 2016 à Ottawa, le groupe a mis en place un véritable climat de confiance permettant une plus grande collaboration entre les acteurs du milieu en vue de renforcer l'édition savante canadienne.

## Enquête sur la situation actuelle

Au Canada, les éditeurs de contenus savants ont la chance de pouvoir mener des activités à une échelle gérable, où quelques initiatives solides et bien soutenues peuvent transformer l'ensemble de l'écosystème de l'édition savante de manières positives afin de lui assurer un avenir pérenne. Le soutien de bailleurs de fonds comme la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI), le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH), le ministère du Patrimoine canadien, et le Conseil des arts du Canada, entre autres, constituent également une base solide pour l'essor du milieu. D'excellentes presses universitaires, des revues indépendantes bien établies et des acteurs innovants de calibre mondial comme le Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR), *Érudit* et les *Éditions Sciences Canada* offrent aussi des assises solides sur lesquelles bâtir. Les bibliothèques de recherche du Canada collaborent activement aux innovations dans le domaine de l'édition savante et ont démontré leur volonté de fournir un soutien pratique et financier aux nouveaux modèles.

Malgré cette base solide, les modèles économiques traditionnels de l'édition savante canadienne, qu'il s'agisse de revues ou de monographies, ont des problèmes systémiques de durabilité en raison d'un certain nombre de facteurs. Dans certains cas, les revenus d'abonnements sont limités par le nombre restreint de lecteurs en raison de la taille du marché potentiel. Une absence de ressources disponibles à consacrer au marketing peut aussi exacerber la situation. Le modèle actuel repose sur l'octroi de fonds ou de subventions et sur les contributions en nature. Il offre peu de possibilités de perfectionnement professionnel pour les éditeurs et le personnel de l'édition, et dépend du travail de bénévoles. Bien que ces problèmes reflètent le milieu

de l'édition savante dans son ensemble, ils sont accentués par les caractéristiques uniques et par la taille relativement petite de l'écosystème canadien.

La [Politique des trois organismes sur le libre accès aux publications](#) de 2015 et la [Déclaration de principes des trois organismes sur la gestion des données numériques](#) de 2016 ont été des étapes importantes vers le libre accès et vers la promotion de la gestion des données dans le processus de recherche. Néanmoins, nous sommes conscients que le Canada ne dispose pas de politiques nationales claires ni de soutien durable ou de transition à l'égard de l'édition savante en accès libre, comparativement à l'Europe et à d'autres pays. Alors que l'Union européenne finance activement le libre accès et fait la promotion d'une vision et d'un programme communs relatifs au libre accès, avec à la fois une infrastructure et des mécanismes de financement<sup>1</sup>, la situation relative au libre accès est tout à fait différente au Canada. Le modèle cadre décrit plus loin dans ce document esquisse les étapes à franchir pour parvenir à une telle intégration.

Les membres du groupe ont échangé de l'information sur divers programmes de libre accès en cours dans le domaine de l'édition savante canadienne et examiné les lacunes et les obstacles qui empêchent l'essor des modèles de libre accès au sein de notre écosystème. Plusieurs initiatives font l'objet de discussions, notamment les suivantes :

- Élargissement du partenariat actuel entre Érudit et le Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR)
  - Ce partenariat établit une nouvelle relation entre les revues et les bibliothèques, en contribuant au financement des revues pendant leur transition vers le libre accès.
- Proposition d'une coopérative d'édition savante canadienne
  - Cette initiative nécessite une stratégie de « Transition Équivalant à un Abonnement » qui servirait à soutenir les revues pendant qu'elles passent au libre accès.
- Publication de monographies en libre accès dans plusieurs presses universitaires
  - Athabasca, Ottawa, Calgary et d'autres encore offrent des programmes d'accès libre qui fonctionnent bien.
- Établissement en 2007 des Presses de l'Université d'Athabasca et des Presses de l'Université Concordia en 2016
  - Ces presses ont été créées dès le départ en tant que presses universitaires entièrement en libre accès.
- Exemples d'efforts disciplinaires internationaux pour passer au libre accès
  - [SCOAP3](#) et [Libraria](#) sont deux exemples à signaler.

---

<sup>1</sup> Voir, par exemple, OPERAS <http://operas.hypotheses.org/> et HIRMEOS [http://cordis.europa.eu/project/rcn/206340\\_en.html](http://cordis.europa.eu/project/rcn/206340_en.html)

Le groupe de travail a aussi examiné un éventail d'idées formatrices pour de nouvelles initiatives qui pourraient renforcer ou transformer le paysage. Nous concluons que les changements nécessaires dans le domaine de l'édition savante au Canada pour assurer la pérennité et répondre aux défis actuels ne dépendent pas d'une solution unique. Pour cette raison, le modèle cadre établi par le groupe de travail consiste en un certain nombre d'initiatives liées entre elles qui pourraient renforcer substantiellement le domaine de l'édition savante pour tous ceux qui contribuent à sa durabilité et son amélioration.

Les coûts de l'édition des monographies savantes au Canada ont aussi été examinés, notamment les études récentes sur les coûts qui reviennent aux presses universitaires. Les membres ont discuté des forces et des contraintes des modèles de financement actuels au Canada pour les ouvrages savants. Comme on peut s'y attendre dans un groupe d'intervenants de milieux divers et représentant des intérêts distincts, des opinions divergentes ont été émises quant à la meilleure façon de régler certains problèmes, incluant une remise en question du libre accès comme étant la meilleure solution ou la seule pérenne pour le réseau.

## **L'édition savante comme infrastructure de recherche**

Le groupe de travail affirme que le Canada a besoin d'un système d'édition savante solide et pérenne qui réponde aux besoins des chercheurs canadiens. L'infrastructure de diffusion de la recherche est une partie essentielle du milieu de la recherche. Il importe donc d'envisager la diffusion de la recherche en tant que composante essentielle du processus de recherche, tout comme la recherche elle-même, puisqu'elle contribue au savoir collectif, est profitable pour l'industrie, le gouvernement et le public, et car elle constitue le fondement de la production de connaissances. Nous reconnaissons également que les publications savantes s'apparentent à une forme de capital au sein du milieu universitaire. Elles fonctionnent comme une devise importante sur les marchés de la titularisation, de la promotion et de l'octroi de subventions.

La reconnaissance d'Érudit en tant qu'initiative scientifique majeure par la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) et l'intégration du PKP dans le renouvellement du financement FCI d'Érudit pour la période 2017-2022 constitue une étape importante dans la création d'un service intégré offrant des outils pour le travail éditorial, la publication, la diffusion et la préservation des revues savantes canadiennes. L'harmonisation des progrès technologiques a permis à Érudit et au RCDR de mettre en place une offre commune en fonction de normes internationales et de protocoles qui assurent la visibilité, la découverte, l'interopérabilité et la préservation du contenu. L'adoption à l'échelle du pays par les deux collectivités linguistiques des normes et

protocoles représente un grand progrès quant au développement de l'infrastructure pour les revues savantes canadiennes. Non seulement ces nouveaux outils appuieront les revues et les éditeurs indépendants, mais ils permettront à tous de concerter leurs efforts pour exploiter une plateforme commune servant au marketing, à la promotion et à la prestation de services de métadonnées et de plein texte. De plus, les projets communs visent à promouvoir et à soutenir de nouvelles méthodes de recherche en sciences sociales et humaines (SSH) telles que l'exploration de texte, l'affichage, et l'enrichissement sémantique.

## **Le milieu de l'édition savante canadienne**

L'édition savante canadienne n'est pas purement dictée par l'économie de marché. Toutefois, sur le marché international, les revues canadiennes doivent faire concurrence aux titres appartenant aux grandes sociétés multinationales à but lucratif bien que, pour la plupart, les éditeurs canadiens indépendants soient des organismes à but non lucratif avec des moyens limités. Nous constatons aussi le fait que les revues de certaines sociétés savantes canadiennes sont de plus en plus attirées par d'importantes sociétés d'édition à but lucratif, séduites par leur infrastructure bien développée, la grande portée de leurs efforts de marketing, et la garantie de revenus, entre autres choses. Une initiative nationale coordonnée et l'amélioration de l'infrastructure de l'édition au Canada offriraient une solution alternative à ces sociétés et éditeurs commerciaux et pourrait contrecarrer cette tendance.

Les sociétés et maisons d'édition savante indépendantes, à but non lucratif, du Canada sont depuis longtemps soutenues par des programmes de financement du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH), du Conseil des arts du Canada et d'autres sources. Certaines presses universitaires reçoivent aussi un soutien financier de leur établissement d'attache. Il est largement reconnu que ce soutien est nécessaire pour appuyer l'édition canadienne, compte tenu de la taille du marché. Nous convenons que ces investissements sont essentiels pour partager les résultats de la recherche canadienne au Canada et à l'étranger, pour préserver la culture canadienne, l'éducation et les langues, et pour pouvoir continuer à publier sur le Canada et sa population. L'absence d'une infrastructure d'édition en santé au Canada mène au risque très réel que la recherche propre au Canada ne soit pas publiée ou passe inaperçue.

Il est de plus en plus évident que les bibliothèques jouent un rôle important. Les bibliothèques hébergent près de 300 revues savantes dans 36 universités du Canada. De ce nombre, 43 revues universitaires (16 pour cent) semblent être passées de l'abonnement au libre accès alors même qu'elles étaient hébergées par les

bibliothèques<sup>2</sup>. Bien qu'il faille différencier les activités des éditeurs traditionnels bien établis et les services souvent rudimentaires hébergés en bibliothèque, ce fait relativement nouveau ajoute sans l'ombre d'un doute des options pour les éditeurs universitaires qui cherchent des solutions.

Le milieu actuel de l'édition savante canadienne se caractérise de plus par la diversité des revues savantes produites, notamment par un certain nombre de revues de calibre international et plusieurs importantes revues spécialisées. Malgré le fait qu'ils représentent moins de 0,5 % de la population mondiale, les chercheurs canadiens produisent 4,1 % des articles savants du monde et près de 5 % des articles les plus fréquemment cités dans le monde. Parmi les pays du G7, le Canada se classe au premier rang pour le nombre de publications produites par habitant<sup>3</sup>. Il importe de fournir aux chercheurs canadiens un soutien continu à l'édition au Canada et l'accès à des espaces et des réseaux de diffusion pour valoriser et promouvoir les résultats de leurs recherches.

Le milieu canadien compte plusieurs sociétés et maisons d'édition de revues importantes, notamment les presses Canadian Science Publishing et University of Toronto Press. La plupart des revues canadiennes indépendantes proviennent des sciences humaines et sociales. Pour cette raison, les solutions applicables à l'édition savante canadienne risquent fort d'être pensées en fonction des revues en sciences humaines et sociales, et devront s'intégrer à l'écosystème de ces disciplines.

Selon une analyse des données du Ulrich's Periodicals Directory concernant le nombre de revues produites par pays, le Canada se classe au 15<sup>e</sup> rang dans le monde. Cependant, bon nombre de ces revues sont créées, puis cessent leurs activités – en fait, 20 % des revues lancées au Canada depuis les débuts de l'édition de revues savantes ont disparu, ce qui correspond à une proportion légèrement supérieure à ce qu'on observe dans les autres pays du monde<sup>4</sup>. Ce fait souligne la volatilité du contexte des revues savantes et la fragilité de certaines nouvelles revues. Les revues canadiennes indépendantes sont aussi vulnérables aux approches proactives des éditeurs prédateurs, ceux centrés sur le profit plutôt que sur la promotion des travaux scientifiques, et qui acceptent souvent des articles peu ou non révisés ou corrigés par des pairs. Nous sommes conscients du fait que la fréquence de cette activité augmente, alors que les éditeurs prédateurs s'intéressent à l'acquisition de revues déjà établies pour améliorer la crédibilité de leur marque et utilisent leur réputation pour

---

<sup>2</sup> [J. Willinsky], "Modeling an Open Access Publishing Cooperative for Canadian Journals," 2016. [https://docs.google.com/document/d/103YBNHpiCThjdgGQO149rJB-Xh-402jiIN35D7h\\_Ghl/edit](https://docs.google.com/document/d/103YBNHpiCThjdgGQO149rJB-Xh-402jiIN35D7h_Ghl/edit) en cours.

<sup>3</sup> V. Larivière, « On the Journal Publishing Landscape in Canada », présentation non publiée au Groupe de travail sur l'édition savante canadienne, Ottawa : 7 novembre 2016.

<sup>4</sup> Ibid

accroître leurs propres sources de revenus, sans se préoccuper de produire des publications savantes de haute qualité.

En même temps, il existe un nombre croissant de publications savantes en ligne dans des formes qui n'appartiennent pas vraiment aux périodiques ou aux monographies. Certaines, comme celles utilisant les médias sociaux, sont plus informelles. Elles témoignent de modes de communications savantes et de réseautage qui ne sont pas étroitement harmonisés avec les formes traditionnelles, bien qu'elles constituent des données essentielles de l'activité savante et qu'elles s'avèrent être d'importantes ressources ou des sources d'analyse. D'autres correspondent à des produits officiels d'initiatives savantes, créés dans des versions numériques, qui s'harmonisent souvent très étroitement avec les formats traditionnels sur le plan de la qualité de production, y compris, dans bien des cas, l'intégration d'une sorte d'examen par les pairs dans le processus éditorial. Ces formes émergentes de diffusion savante proviennent à l'heure actuelle de contextes et de plateformes extrêmement diversifiés, passent entre les mailles des initiatives de publication et des politiques de financement existantes, et exigent qu'on s'y attarde car elles constituent une importante composante du paysage de l'édition numérique.

## Points forts du système actuel

- De nombreux participants sérieux, dont des éditeurs établis, des bibliothèques, des organismes de financement et des sociétés savantes ;
- La volonté de collaborer et d'expérimenter de nouveaux modèles, comme le montrent par exemple le partenariat RCDR-Érudit, le modèle d'achat de monographies RCDR-APUC, la collaboration Érudit-PKP et la proposition de l'ACRS de créer un fonds d'innovation pour les revues décrit ci-dessous ;
- L'existence de fonds d'infrastructures (FCI) soutenant l'élaboration de plateformes et d'outils et la recherche chez Érudit
- Un nombre important de nouvelles revues créées et publiées, à travers les années, en s'appuyant sur des modèles d'affaires divers, incluant les dons, subventions, les abonnements, entre autres ;
- Un réseau dynamique de presses universitaires ;
- La production d'un nouveau savoir numérique partout au pays qui pourrait mener à de futurs formats d'édition.

## Points faibles du système actuel

- Des organismes de financement qui soutiennent les revues individuellement, sans programme global pour le milieu de l'édition savante ;
- Le manque de données détaillées et normalisées concernant les coûts liés à l'édition savante, propres aux éditeurs canadiens ;
- Des revues vulnérables aux approches d'éditeurs prédateurs ;
- L'absence de vision et de mandat nationaux fédérateurs en matière d'accès

libre et dotés d'investissements conséquents;

- La dépendance de nombreux petits éditeurs indépendants envers une seule personne de soutien, menaçant la stabilité à long terme ;
- Aucun programme dédié qui réponde explicitement aux besoins en matière d'édition du savoir numérique.

Les principes et le modèle cadre décrits ci-dessous s'efforcent d'optimiser et de tirer avantage des forces actuelles du milieu de l'édition savante canadienne. Si aucune mesure n'est prise, les faiblesses du milieu risquent de mettre en danger sa viabilité.

## **Lignes directrices pour une édition savante canadienne pérenne**

Le GTESC affirme qu'un système d'édition savante canadienne pérenne sera caractérisé par les principes qui suivent :

### **Reddition de comptes au milieu universitaire**

Un système d'édition savante pérenne réinvestit les produits de l'édition canadienne dans le système pour alimenter la croissance et l'innovation. Les revenus sont réinvestis dans le système d'édition et dans les initiatives universitaires, au lieu de générer des profits commerciaux et un rendement pour des actionnaires privés. Les coûts liés à l'édition savante sont transparents, des comptes sont rendus au milieu universitaire.

### **Soutien d'un accès libre et ouvert**

L'objectif global de l'édition savante est de veiller à une vaste diffusion de la recherche et du savoir. Afin de rendre les résultats savants largement accessibles, il importe de soutenir la publication en libre accès le plus possible. Il faut pouvoir offrir le libre accès tout en continuant à diffuser le savoir produit et en assurant la viabilité à long terme des sociétés d'édition. Bien que tous les membres du groupe de travail s'entendent sur ce principe, les opinions diffèrent quant à la meilleure façon de mettre en place le libre accès et d'en assurer véritablement sa pérennité.

### **Promotion des meilleures pratiques éditoriales**

Un examen rigoureux par les pairs est essentiel à la mission de la recherche et permet d'assurer la qualité du contenu publié. Les sociétés d'édition savante canadiennes doivent continuer à appliquer les normes de qualité les plus rigoureuses dans le cadre de leurs processus de sélection et de révision. Les mesures visant un examen par les pairs plus ouvert et un libre accès aux sciences sont des tendances importantes ; elles permettent l'émergence de nouveaux processus tout en maintenant l'évaluation par les pairs qui caractérise l'édition savante.

Une évaluation fiable et rigoureuse est aussi importante pour les producteurs de nouvelles formes de savoir, même si elle prend parfois une forme différente de l'examen par les pairs classique.

## **Auteurs bien informés**

Les auteurs bien informés possèdent une compréhension nuancée du droit d'auteur et sont au courant de leurs options pour garder ou céder leurs droits au moment de la publication. Ils utilisent au besoin les licences générales ouvertes pour diffuser massivement leur travail, tout en respectant toujours les contrats d'édition. Les éditeurs et les auteurs doivent collaborer afin d'atteindre une diffusion du savoir la plus efficace possible.

## **Plus grandes possibilités pour l'édition savante au Canada**

Afin de préserver la culture canadienne, l'éducation et la langue, et de fournir une tribune à l'édition ayant trait au Canada et à sa population, une gamme d'options d'édition « faites au Canada » devrait être offerte. Le Canada a besoin de solides sociétés d'édition dans les deux langues officielles qui fourniront des tribunes de calibre mondial pour l'édition des meilleurs travaux de recherche canadiens et étrangers, particulièrement dans le domaine des sciences humaines et sociales.

## **Bâtir à partir des forces du milieu**

Les solutions pour créer un système canadien d'édition savante pérenne s'appuieront sur les fondements en place. Des presses universitaires dynamiques jouissant d'une grande longévité, ainsi que des innovations comme Éditions Sciences Canada, Érudit, Open Journal Systems (OJS), Islandora, et d'autres, constitueront la base d'un système plus solide pour l'avenir. Ces solutions canadiennes peuvent être fusionnées et renforcées pour créer le réseau d'édition dont a besoin une petite nation diversifiée et dynamique sur les plans intellectuel et culturel.

## **Souplesse et adaptabilité**

Alors que le milieu académique évolue et que naissent de nouvelles formes de publication savante, les mécaniques du milieu de l'édition savante doivent elles aussi évoluer pour assurer la diffusion massive et la préservation à long terme des résultats de la recherche. Des revues et des monographies savantes durables font partie d'un avenir pérenne pour l'édition canadienne, mais, au cours des années à venir, les solutions axées sur les nouvelles formes de publications savantes s'avéreront également importantes. Ces nouvelles formes comprennent, sans toutefois s'y limiter, les sites web interactifs, les éditions et les collections numériques, les données de recherche, les blogues et les bases de données. La préservation de ces nouveaux supports du savoir représente un défi considérable qui nécessite souplesse et innovation.

# Modèle cadre pour un système canadien d'édition savante pérenne

À partir des lignes directrices présentées, le GTEESC a élaboré un modèle cadre décrivant les infrastructures à mettre en œuvre et les initiatives sélectionnées qui mèneront le système canadien d'édition savante vers un avenir plus durable. Étant donné le caractère hétérogène de l'édition savante canadienne, il est difficile de trouver des solutions simples et globales. Nos discussions nous ont donc menés à la conclusion qu'un cadre de travail efficace devra comprendre un certain nombre d'initiatives étroitement liées et se renforçant mutuellement et que la solution à long terme pour le système canadien d'édition savante sera implantée de façon itérative. De plus, les besoins des éditeurs de revues, des éditeurs de monographies et de ceux qui participent à l'édition de formats numériques plus récents sont tous assez différents. Nous avons donc divisé le modèle cadre et les recommandations s'y rattachant en trois sections selon ces formats.

Enfin, une importante divergence d'opinions demeure entre les membres du groupe de travail concernant la manière de favoriser le libre accès, et la meilleure voie à prendre pour le faire ; la question de savoir si les modèles actuels d'édition en libre accès sont les seules voies, ou les voies les plus efficaces, afin de soutenir un système d'édition savante pérenne et de qualité au Canada se pose aussi. Au cours des discussions du groupe de travail, l'importance d'une approche globale tenant compte des coûts et de la valeur du soutien à la viabilité d'une infrastructure d'édition savante hybride fondée sur le marché et financée par le secteur public a également été soulevée. L'Association des Presses Universitaires Canadiennes (APUC) et l'Association canadienne des revues savantes (ACRS) ont toutes deux émis une déclaration en réponse à ce rapport, décrivant en détail leurs positions relatives à ces questions.<sup>5</sup>

Malgré ces divergences, nous nous entendons sur de nombreux points. Nous avons conclu qu'il nous faut des initiatives pour tous les formats afin d'aborder à la fois les besoins en matière d'infrastructure et les modèles d'affaires qui soutiennent l'édition savante au Canada. Les deux aspects sont nécessaires au renforcement de l'écosystème. Toutes les initiatives devraient partager leurs développements afin de les renforcer. Une plus grande transparence dans tout l'écosystème de l'édition savante demande un partage de renseignements réciproque : comme les éditeurs de revues et de monographies rassemblent et fournissent les détails des coûts de production, les bibliothèques et les autres intervenants s'engagent aussi à une discussion ouverte et détaillée au sujet des niveaux budgétaires, des priorités et des

---

<sup>5</sup> Voir <http://www.acup.ca/2017/07/04/acup-response-cspwg-final-report-en-et-fr/> et <http://calj-acrs.ca/fr/nouvelles/groupe-de-travail-sur-leditions-avante-au-canada>.

décisions. Nous cherchons à créer un environnement offrant des chances égales à tous, où ceux qui reçoivent de l'aide de la part de bailleurs de fonds gouvernementaux, d'associations professionnelles et de groupes de l'industrie le font pour accroître l'expertise en matière de normes au sein des équipes d'édition et de production aussi largement que possible et pas seulement à leur propre avantage.

Nous avons observé avec intérêt les efforts qui sont faits, particulièrement en Europe, pour financer et mettre en œuvre des plateformes intégrées d'édition en libre accès qui offriront des services pour les revues et monographies hébergées dans des bibliothèques et sur des plateformes. Ces efforts comprennent une conformité aux pratiques éditoriales exemplaires, par exemple, s'assurer que de solides stratégies de préservation sont en place et que les éditeurs incluent des fonctionnalités pour les bibliothèques et les chercheurs facilitant la consultation, comme l'offre d'archives et de listes de titres conformes aux normes. Une telle plateforme intégrée d'édition serait potentiellement avantageuse à la fois pour l'édition de monographies et pour l'édition de revues au Canada ; elle comprendrait la possibilité d'annoter des textes numériques, d'incorporer des données complexes sur l'utilisation et les paramètres alternatifs, et soutiendrait l'utilisation complète d'identifiants permanents comme les DOI, ceux d'ORCID et le FundRef.

## Revues

L'environnement de l'édition de revues savantes au Canada est relativement mature. Il a profité d'investissements antérieurs par des bailleurs de fonds, de l'innovation des éditeurs et des fournisseurs et est aujourd'hui propulsé par d'importantes collaborations à grande échelle. Nous recommandons un certain nombre d'initiatives pour renforcer encore davantage l'édition de revues savantes au Canada.

### Expansion de l'entente RCDR-Érudit

Le RCDR et Érudit se sont entendus en 2008 et en 2011 pour distribuer le contenu des revues de la plateforme Érudit aux bibliothèques universitaires canadiennes. Au moment de renouveler ces ententes, en 2013, la situation financière était précaire : plus de 60 % des revenus d'Érudit provenaient des bibliothèques canadiennes. Érudit et le RCDR ont mis en place une entente de partenariat avec des bibliothèques canadiennes plutôt que de renégocier une entente commerciale par vente d'abonnements classiques. Les objectifs étaient d'établir un fonds de soutien au modèle de libre accès pour les revues déjà en libre accès ; de réaffecter les fonds d'abonnement des revues commercialisées pour soutenir leurs activités d'édition pendant une transition vers le modèle de libre accès ; de réduire la barrière mobile de restriction d'accès de 24 à 12 mois pour 2017, conformément à la Politique des trois organismes sur le libre accès ; et de poursuivre le développement du modèle et trouver des manières de convertir les revues savantes au libre accès de façon durable tout en leur versant des redevances.

Ce partenariat regroupe 53 des 75 bibliothèques membres du RCDR. L'entente précédente a été renouvelée pour deux ans (2014-2016) sans modification importante à la structure financière, mais en introduisant une collaboration plus étroite avec le RCDR. Une année supplémentaire (2017) a été ajoutée avec 53 bibliothèques participant au partenariat et 28 bibliothèques contribuant à un fonds additionnel de soutien au libre accès afin de permettre la transition de revues additionnelles vers le libre accès. En reconnaissance de son approche innovante de la promotion du libre accès et de l'exploration de nouveaux modèles, le partenariat a reçu un prix pour une collaboration exceptionnelle de l'Association of Library Collections and Technical Services de l'American Library Association.

Un plan durable pour 2018 et les années suivantes est maintenant nécessaire à la réussite de ce partenariat. Pour se poursuivre, il doit reposer sur une stratégie de prix appropriée et offrir des incitatifs à la participation des bibliothèques ; par exemple, leur inclusion dans le processus de gouvernance. Il doit s'attarder à la diversité financière des revues en permettant à celles-ci d'y adhérer ou non, ou de se désabonner après un délai prédéterminé. Il doit étudier plus en profondeur la situation socioéconomique des revues en continuant le travail commencé avec l'étude intitulée *Bâtir un avenir commun : Enquête sur la réalité socio-économique des revues savantes canadiennes et aperçu du modèle de partenariat pour la diffusion en libre accès*<sup>6</sup>. Ce partenariat doit avoir une structure de gouvernance efficace et doit éviter le parasitisme en exigeant des participants qu'ils signent une entente d'association pour une période significative, incluant des modalités de renouvellement, ou il faut trouver une façon simple de renouveler annuellement l'engagement financier des bibliothèques partenaires.

La prolongation et l'expansion de ce partenariat aideront à solidifier une pièce maîtresse de l'infrastructure intégrée nécessaire à l'édition et à la distribution de revues indépendantes en sciences humaines et sociales au Canada. Le renouvellement de l'investissement de la FCI dans Érudit et son récent octroi financier dans la collaboration entre Érudit et PKP permettra l'élaboration de nouveaux outils et l'accroissement de la capacité à l'égard de la plateforme. Toutefois, on doit noter que les fonds de la FCI sont fournis pour bâtir l'infrastructure visant à soutenir les activités de recherche. Aucun fonds canadien n'affecte actuellement une aide financière à l'établissement de l'infrastructure servant aux activités de diffusion.

### **Programme d'Aide aux revues savantes - CRSH**

Le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) fournit une aide financière aux revues savantes canadiennes depuis 1979. Le soutien financier actuellement accessible, l'« Aide aux revues savantes », a été lancé en 2008 et visait « à offrir une plus grande diffusion des articles présentant de nouveaux résultats de recherche en

---

<sup>6</sup> E. Paquin. « Bâtir un avenir commun : Enquête sur la réalité socio-économique des revues savantes canadiennes et aperçu du modèle de partenariat pour la diffusion en libre accès », 2017. Consulté sur [http://www.erudit.org/public/documents/etude\\_socio-economique\\_revues\\_savantes\\_canadiennes.pdf](http://www.erudit.org/public/documents/etude_socio-economique_revues_savantes_canadiennes.pdf)

sciences humaines et un plus grand accès à ces articles ainsi qu'à en accroître le lectorat grâce à des revues savantes canadiennes », et à aider les revues à tirer profit des progrès réalisés dans le domaine des technologies numériques<sup>7</sup>.

Au cours du cycle de subvention (de 2014 à 2017), le programme a distribué 10,2 millions de dollars à 144 revues, avec une moyenne de 70 000 \$ par revue. Les subventions suivent un cycle de trois ans, mais en 2017, une quatrième année a été ajoutée aux subventions actuelles afin d'accorder au CRSH assez de temps pour tenir compte des nombreuses initiatives en cours et consulter les revues et les autres intervenants avant d'apporter des modifications aux possibilités de financement. Le programme a été d'un appui précieux pour les revues canadiennes sur les sciences humaines et sociales, dont une part importante des revenus sont tirés de subventions, selon le sondage auprès des revues canadiennes *Bâtir un avenir commun*<sup>8</sup>. À l'heure actuelle, l'aide maximale accordée à une revue s'établit à 30 000 \$ par année et le taux de succès correspond à près de 70 %.

Le milieu de l'édition savante a été le théâtre d'importants changements depuis le lancement du programme d'Aide aux revues savantes en 2008. À cette période, l'une des principales préoccupations du CRSH était de promouvoir et de faciliter la transition du format imprimé au format électronique comme condition préalable à une distribution plus ouvertement accessible. Bien que certaines revues financées par le CRSH soient encore disponibles en version imprimée, toutes les revues financées par le CRSH sont accessibles par voie électronique. De plus, environ 60 % des revues financées par le CRSH sont entièrement offertes en libre accès ou offertes en libre accès suivant une période d'embargo de durée variable.

Le 1<sup>er</sup> mai 2015, la *Politique des trois organismes sur le libre accès aux publications* est entrée en vigueur au CRSH. Selon la *Politique*, les bénéficiaires des subventions sont tenus de s'assurer que toute publication dans une revue assujettie à l'évaluation par les pairs provenant d'une recherche financée par un organisme est disponible gratuitement dans les 12 mois suivant la publication (de multiples moyens pour s'y conformer sont acceptés). En ce qui a trait à l'Aide aux revues savantes, l'objectif futur du CRSH serait de s'assurer que les chercheurs financés par le CRSH qui publient dans les revues financées par le CRSH soient en mesure de respecter la *Politique* de sorte que l'accès au contenu des revues soit le plus possible et le plus rapidement offert en libre accès.

---

<sup>7</sup> [http://www.sshrc-crsh.gc.ca/funding-financement/programs-programmes/scholarly\\_journals-revues\\_savantes-fra.aspx](http://www.sshrc-crsh.gc.ca/funding-financement/programs-programmes/scholarly_journals-revues_savantes-fra.aspx)

<sup>8</sup> E. Paquin.

La façon d'analyser les possibilités de financement pour atteindre cet objectif, sans perdre de vue les questions de viabilité financière, fera l'objet des consultations du CRSH en 2017. Parallèlement, tout changement devra tenir compte et éviter le dédoublement des autres initiatives en cours dans le secteur de l'édition savante.

### **Bibliothèques en tant qu'éditeurs**

Les bibliothèques de recherche se sont imposées comme des joueurs importants dans le secteur de l'édition savante. La gamme de services qu'elles offrent aujourd'hui comprend des plateformes ouvertes de publications savantes, comme des dépôts numériques et des dépôts de données, ainsi que l'hébergement de revues. De plus en plus de revues sont hébergées par des bibliothèques. Plusieurs centaines de titres actifs sont actuellement publiés partout au Canada, la plupart utilisant les plateformes OJS et bepress.

Selon une recherche menée par John Willinsky et PKP en 2016, 36 bibliothèques de recherche canadiennes hébergent déjà les sites d'édition et de gestion de 270 revues (ce chiffre ne tient pas compte de 48 autres revues étudiantes). Parmi les revues hébergées par des bibliothèques, 49 (18 %) d'entre elles sont des revues fonctionnant par abonnement et 178 (66 %) sont en libre accès depuis leur création. Quarante de ces revues reçoivent actuellement une aide financière du programme d'Aide aux revues savantes du CRSH, ce qui témoigne de l'importance de ces revues dans le milieu de la recherche au Canada.

La caractéristique la plus importante de l'hébergement par les bibliothèques et du soutien connexe est que 43 (16 %) des revues semblent être passées d'une commercialisation initiale par abonnement au libre accès, si l'on se fie à leur date de création qui précède 1995. D'autre part, il est encourageant de constater que les revues hébergées qui fonctionnent par abonnement ont des frais d'abonnement institutionnel relativement peu élevés (de 20 \$ à 480 \$) ; de plus, des 49 revues commercialisées par abonnement, seulement cinq n'offrent pas à leurs lecteurs un libre accès après une période d'embargo allant de six mois à cinq ans. On peut donc croire que les services d'édition fournis par des bibliothèques peuvent être une composante clé dans une stratégie de durabilité plus exhaustive à l'échelle nationale qui assure un appui rentable en matière d'édition pour les revues canadiennes tout en favorisant un modèle d'édition en libre accès plus pérenne.<sup>9</sup>

### **Fonds sur l'innovation et l'impact des revues savantes**

L'Association canadienne des revues savantes (ACRS) a commencé à préparer une proposition visant la création d'un Fonds sur l'innovation et l'impact des revues savantes (FIIR) afin d'investir dans des revues savantes canadiennes pour les aider à

---

<sup>9</sup> [J. Willinsky].

rehausser leur qualité et la portée qu'elles ont sur le lectorat, par le biais de l'innovation. Le FIIR ciblerait d'abord les revues portant sur les sciences sociales et humaines, et viendrait s'ajouter à l'appui qu'apportent certains organismes tels que le CRSH. Cet investissement dans l'innovation cherche à inciter les revues savantes à cibler la participation du lectorat par l'évaluation des pairs, la révision par les auteurs, la conservation et la présentation par un groupe élargi de spécialistes possédant des compétences dans l'environnement actuel de la publication de revues. Les récipiendaires partageraient des méthodologies et des résultats non concurrentiels, établissant ainsi une base de connaissances mises à la disposition d'autrui.

Le FIIR viserait précisément à :

1. accroître la participation des lecteurs grâce à l'édition de revues canadiennes abordables et concurrentielles sur le plan de la qualité pour attirer les bonnes pratiques de recherche;
2. s'assurer de la portée mondiale des principaux marchés (chercheurs à l'échelle mondiale);
3. améliorer l'engagement du public pour la recherche en sciences sociales et humaines au moyen d'une présentation appropriée auprès du public;
4. maximiser le rendement de l'investissement dans la recherche au Canada en soutenant notamment la communication de la recherche et de l'accès au savoir à l'échelle nationale, axée principalement sur les réalités canadiennes.

Voici quelques secteurs où les revues canadiennes pourraient adopter les outils existants ou entreprendre des projets de développement avec l'appui du FIIR:

- expression multimédia, texte, son, images fixes et mobiles, ce qui nécessite un ensemble d'employés de revues plus varié pour assurer la qualité et l'efficacité;
- production sous multiples formes pour des auditoires et des appareils variés;
- interaction avec des données dynamiques, permettant une meilleure compréhension;
- modèles émergents de collaboration interactive en matière de recherche et de publication flexible;
- maximisation de la découvrabilité à l'aide des métadonnées;
- accès immédiat aux citations pertinentes;
- accès immédiat aux c.v. professionnels des auteurs;
- étendue du suivi et nature des pratiques et des pratiques connexes;
- services aux chercheurs susceptibles d'être intéressés par le contenu (selon leurs recherches et d'autres activités en ligne).

L'ACRS consulte actuellement les membres et étudie des sources possibles de financement pour le FIIR, ainsi qu'un modèle d'administration. Si l'ABRC réussit à cibler des sources de financement pour soutenir le FIIR et qu'il peut être géré sans ajouter un fardeau administratif pour les éditeurs, le Fonds aurait donc le potentiel d'ajouter une valeur notable à l'édition de revues savantes canadiennes.

## Monographies

Des études récentes ont fourni des données utiles sur les défis et les coûts d'édition des presses universitaires de monographies savantes<sup>10</sup>. Grâce à ces données, le groupe de travail a étudié différentes manières d'établir l'équilibre entre la durabilité financière à long terme, qui favorise la production au Canada de publications savantes de haute qualité, et un soutien de plus en plus grand à la diffusion en libre accès de monographies.

### Déterminer les possibilités d'ouverture et leurs limites

Au cours des dernières années, il y a eu d'importantes collaborations entre les presses universitaires canadiennes et les bibliothèques universitaires, comme le modèle RCDR-APUC décrit ailleurs dans le présent rapport.

Dans ce genre d'ententes, les réalités financières et les modèles d'affaires existants représentent des défis pour accroître l'édition de livres universitaires en libre accès. La force de notre infrastructure d'édition de monographies actuelle relève en partie de sa nature hybride, qui équilibre étroitement les revenus du marché et hors marché pour répartir les risques et les avantages financiers entre les intervenants. Parmi ceux-ci, comptons notamment : les bailleurs de fonds, comme le ministère du Patrimoine canadien (plus particulièrement le Fonds du livre du Canada et Livres Canada Books), le Conseil des arts du Canada, les organismes des trois conseils (grâce au financement de projets), et la Fédération canadienne des sciences humaines (grâce au programme de Prix d'auteurs pour l'édition savante); les éditeurs de publications savantes exerçant leurs activités selon une variété de modèles d'affaires, tous faisant appel au recouvrement des coûts; les établissements d'attache de presses universitaires, qui fournissent une variété de soutiens aux éditeurs portant leurs noms; et une représentation sur les marchés nationaux et internationaux de contenu imprimé et électronique. Accroître le libre accès sans tenir compte des répercussions que cela pourrait causer en raison des pratiques intégrées du commerce et des échanges symboliques pourrait déstabiliser les presses universitaires canadiennes, limiter leur capacité à générer suffisamment de revenus à long terme et ainsi mettre en péril la base d'une infrastructure viable de l'édition savante pour le savoir canadien.

Alors que les institutions et les bibliothèques subissent des pressions sur leurs budgets d'acquisition, les presses universitaires font également face à une augmentation des coûts de main-d'œuvre et de production. Bien que les coûts d'impression peuvent être à la baisse pour un sous-ensemble de titres, la mise en place et le maintien de volets de production et de distribution numériques, qui évoluent rapidement, est coûteuse, voire déficitaire. La durabilité exige d'établir un

---

<sup>10</sup> P. ex., MARON, N. et al. « The Costs of Publishing Monographs: Toward a Transparent Methodology », Ithaka S&R, 2016, <https://doi.org/10.18665/sr.276785>.

équilibre entre ces pressions, un équilibre qui a été fourni jusqu'à présent par les mécanismes du marché. Le fait de réduire de façon importante ou d'éliminer les coûts pour les clients grâce au libre accès n'éliminera pas ces coûts; ils représentent la valeur du développement, de la conception, de la production, de la distribution et de la découvrabilité liés à l'édition grâce à une promotion robuste de l'excellence du savoir. Dans un modèle d'ouverture accrue, ces coûts devront être assumés par une autre partie du système : les modèles d'affaires des éditeurs de publications savantes ne peuvent les soutenir. La perte d'une infrastructure établie, intégrée et gérée de façon professionnelle, dédiée à l'édition de monographies, est en jeu.

### **Contexte de financement dans le milieu de l'édition de livres**

La matrice des programmes de financement qui appuient le milieu de l'édition savante est complexe. Elle fait souvent intervenir des mesures concurrentielles d'évaluation afin d'atteindre l'objectif partagé de la diffusion la plus vaste possible de l'expression intellectuelle et de la recherche au Canada. D'un point de vue pragmatique, les éditeurs de publications savantes trouvent un équilibre entre ces priorités afin de relever le défi de produire des livres selon les besoins d'un lectorat varié d'étudiants, de chercheurs et de lecteurs généraux dans de multiples contextes, formats et langues. Chacun de ces programmes joue un rôle essentiel dans le maintien de la diversité de la production issue des presses universitaires canadiennes (et par conséquent, de la pensée savante et culturelle au Canada) et de sa portée dans des marchés divers. Les organismes de financement doivent naturellement ajuster leurs mandats afin d'atteindre les objectifs stratégiques en évolution et de s'adapter aux changements dans le milieu de l'édition. Cependant, durant ce processus, il y a un risque que des lacunes se développent par rapport au financement si les définitions des écrits littéraires et non littéraires et des textes savants deviennent de plus en plus restreintes au chapitre des politiques.

Il est essentiel de permettre aux éditeurs de prendre les décisions les plus appropriées en matière d'édition et de maintenir la souplesse du marché. Une approche coordonnée nationale de financement doit tenir compte de tous les coûts associés à la diffusion de l'information savante au plus vaste auditoire possible, au sein de la communauté universitaire et à l'extérieur de celle-ci, afin de tirer profit du plein potentiel de l'incidence de l'investissement initial dans la recherche sur l'accès au savoir et la culture.

### **Solutions consortiales fondées sur le marché**

Les membres du Groupe de travail conviennent que nous partageons le but commun de donner un accès élargi aux publications savantes canadiennes de qualité en version longue. Ils reconnaissent que sans investissement soutenu à grande échelle, il sera nécessaire d'établir un système hybride d'approches fondées ou non sur le marché pour assurer une édition fiable de monographies de qualité. Il existe un modèle établi fondé sur le marché dans l'entente consortiale RCDR-APUC qui a commencé avec la vente d'ouvrages de fonds. Cela a entraîné une augmentation des ventes de

publications récentes avec le Conseil des bibliothèques universitaires de l'Ontario (CBUO), et le modèle a ensuite été offert aux bibliothèques par l'entremise du RCDR. Le projet initial du RCDR a été rendu possible grâce au prix de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) 2017 octroyé au Réseau, avec des contributions d'autres intervenants.

Afin de préserver les sources importantes de revenus provenant de marchés autres que celui des bibliothèques (comme les manuels scolaires), les programmes d'achat d'ouvrages électroniques ont imposé des restrictions sévères sur l'accès aux titres susceptibles d'être adoptés pour des cours. En l'absence d'investissement d'envergure dans la production ouverte de manuels ou la renégociation des coûts, les éditeurs devront continuer d'imposer de telles contraintes. Alors que les éditeurs reconnaissent qu'il faudrait encore négocier et affiner ce modèle, notamment au niveau de l'équilibre à obtenir entre la gestion des droits numériques et les prix, celui-ci offre la possibilité de poursuivre un échange durable. Il vise à procurer des revenus stables aux presses, tout en offrant des prix réduits aux bibliothèques participantes.

Une option fondée sur le marché, qui pourrait remplacer ou compléter l'expérience canadienne de Knowledge Unlatched décrite à la section suivante, serait d'investir un montant semblable dans une vente consortiale appuyée par de petites bibliothèques. Par exemple, un investissement de 300 000 \$ semblable à ce qui est proposé ci-dessous correspondrait à des acquisitions importantes pour les petites bibliothèques. Cela permettrait aux établissements dont les budgets sont très limités d'avoir accès au contenu complet de la liste RCDR-APUC, et par conséquent d'accroître l'accès à ces ouvrages dans la communauté des chercheurs à un prix abordable.

### **Projet pilote de la version canadienne de Knowledge Unlatched**

Le Groupe de travail a relevé avec intérêt les réussites – et les limites – d'un certain nombre d'initiatives visant à financer le libre accès aux monographies. Un projet pilote éventuel dans ce domaine serait une version modeste de [Knowledge Unlatched](#) adapté au contexte canadien. Même si de nombreux détails devront être mis au point, nous avons esquissé la structure possible d'un tel projet pilote. À partir d'une liste préétablie par les éditeurs, le projet rendrait disponibles en libre accès un nombre limité de titres récents des presses universitaires canadiennes pour une année donnée. Le projet pilote s'attacherait à maintenir les coûts dans les environs de 15 000 \$ par titre.

La sélection des titres se ferait de manière à ce qu'à la fois les éditeurs et les bibliothèques soient tenus informés des titres diffusés en libre accès bien avant les cycles officiels de commercialisation, de production et de distribution.

Voici les principaux avantages du projet pilote :

- accès libre complet à une sélection de nouvelles monographies scientifiques canadiennes de qualité

- possibilité de recueillir des données probantes sur les ventes de versions imprimées et électroniques d'ouvrages en libre accès
- vérification du niveau de soutien accordé par les bibliothèques et les autres bailleurs de fonds potentiels
- occasion d'expérimenter un changement de modèle pour les éditeurs qui n'ont pas eu d'aide financière afin qu'ils puissent faire l'essai du système de libre accès
- revenus stables et prévisibles pour les éditeurs participants sur les titres acceptés.

Voici les principaux inconvénients potentiels :

- variation des coûts et nécessité d'un financement continu, soit par des sources ouvertes (modèle KU), soit par un organisme de financement externe.
- Le projet rendrait disponible un pourcentage relativement réduit des publications annuelles totales des presses universitaires canadiennes.

Mettre au point les détails d'un tel projet pilote excède le mandat du Groupe de travail au niveau du temps dont il dispose. Un groupe de mise en œuvre ciblée pour diriger le projet pilote en 2018, composé notamment de représentants des bibliothèques et des presses universitaires (modèle de libre accès et modèle traditionnel) devra être mis sur pied. La réalisation d'un tel projet exigerait une augmentation de l'enveloppe de financement actuelle consacrée à l'édition savante : un investissement initial de 150 000 \$ par année, par exemple, avec une contrepartie des bibliothèques pour un total de 300 000 \$ sur une période de deux ans, permettrait la publication de 20 titres en libre accès. Ce projet nous permettrait de recueillir davantage de données de fond en vue de déterminer la faisabilité du passage au nouveau modèle à long terme et à plus grande échelle pour la publication de monographies.

## **Publications scientifiques créées en version numérique**

Le savoir numérique a amené une prolifération de formes émergentes de publications savantes à un tel point que les publications formelles ne constituent actuellement qu'un pourcentage réduit des publications en ligne. Soulignons notamment les sites web interactifs, les jeux, la documentation électronique, les ouvrages longs non linéaires, les expériences de réalité virtuelle, les logiciels, les prototypes et autres. En outre, dans le contexte numérique, ce n'est pas juste le produit final qui représente le résultat de la recherche. Pour les besoins du présent rapport, nous avons mis de côté les questions se rapportant à la présentation et à la préservation des produits intérimaires du savoir numérique ; nous ne considérons ici que le produit final de tels projets. Nous reconnaissons toutefois que l'un des points forts du numérique réside dans le fait que les résultats n'ont pas à demeurer dans une forme fixe, comme c'est le cas avec les documents imprimés. Même les produits finaux d'un projet de recherche peuvent être publiés dans un format autorisant une mise à jour continue et jetant les bases d'un processus de recherche permanent, ce qui complique en revanche leur

identification, leur gestion et leur soutien. Certains sont des produits personnalisés issus d'un développement sur mesure, alors que d'autres sont des outils numériques établis comme Omeka, Islandora, Hydra ou Scalar. Nombre d'entre eux font appel à des formes novatrices d'évaluation du savoir au lieu des examens traditionnels par des pairs.

Ces produits partagent un certain nombre de caractéristiques : ils sont souvent créés dans le cadre d'un projet de recherche financé au moyen d'une subvention ; nombre d'entre eux sont hébergés dans des bibliothèques universitaires et sont élaborés en collaboration avec des centres de publication numérique d'ouvrages scientifiques ou se rapportant aux sciences humaines, qui sont souvent rattachés à des bibliothèques. Les structures canadiennes de financement de l'édition savante n'ont pas évolué de manière à tenir compte adéquatement de ces nouvelles formes. Les modes de publication et de diffusion changent rapidement en raison de l'évolution technologique, et de nombreuses nouvelles formes de publication sont issues d'expériences uniques avec de nouvelles possibilités de diffusion. Ces expériences nous fournissent des renseignements utiles sur une foule de possibilités de publications numériques situées en dehors des pratiques traditionnelles menant à l'impression ; des innovations souvent financées au moyen de subventions qui peuvent profiter à l'ensemble du milieu de l'édition, en démontrant la valeur des nouveaux concepts d'information, d'interfaces et de capacités. Il est primordial d'appuyer ces efforts si l'on veut une édition saine.

Nous observons actuellement l'arrivée d'une foule de nouveaux modes de publication qui peuvent se fusionner aux formes traditionnelles. Ces solutions hybrides comprennent notamment les services élaborés à partir des dépôts institutionnels, les épi-revues, les formes de publication à niveaux qui permettent aux étudiants de premier cycle de publier leurs travaux, et l'intégration accrue des publications et des ensembles de données ou fichiers supplémentaires sous-jacents, comme les codes logiciels, les fichiers vidéo ou audio, etc. Il est indispensable de renforcer la capacité de toutes les bibliothèques de recherche et éditeurs intéressés à appuyer à long terme des projets complexes de publication scientifique numérique et des produits savants émergents, afin de favoriser l'apparition de ces nouveaux modes de publication et d'assurer leur contribution à la santé générale du monde de l'édition au Canada. Une première étape importante est de veiller à ce que les chercheurs aient accès, dès le début de leur projet, à l'information voulue sur les choix qui s'offrent à eux dans le domaine de la publication numérique et l'importance des normes relatives aux données et métadonnées afin d'assurer la souplesse, l'interopérabilité et la préservation des produits numériques. Dans de nombreux cas, le processus de publication pourra être grandement simplifié et amélioré grâce à l'utilisation des infrastructures de publication existantes. Les bibliothèques de recherche, à titre d'hôtes fréquents de publications savantes non traditionnelles, sont les partenaires naturels de ce processus, et devraient offrir des consultations à la fois aux chercheurs

et aux presses universitaires au sujet des options possibles. Toutefois, comme toutes les bibliothèques ne peuvent offrir le même soutien pour toutes les solutions d'infrastructure, il faut veiller à ce que les bibliothèques et les éditeurs ne fassent pas que diriger les chercheurs vers les plateformes qu'ils connaissent le plus.

Nous voyons ici la possibilité de mener des projets en collaboration sur l'élaboration d'outils de consultation communs qui aideraient les bibliothèques à fournir les renseignements nécessaires sur l'ensemble des options disponibles et à aiguiller les chercheurs vers des ressources externes. Cela pourrait alors jeter les bases d'un processus d'amélioration et de partage de l'accès à l'expertise technique qui permettrait aux bibliothèques d'appuyer la publication dans des infrastructures extérieures à leur environnement logiciel, par exemple une autre bibliothèque qui offre des services d'hébergement sur une autre plateforme, ou un environnement comme le réseau canadien de calcul de pointe destiné à la recherche de Calcul Canada.

Vu les contraintes budgétaires, il sera primordial de mener des initiatives visant à partager l'expertise concernant les plateformes de publication numérique entre les bibliothèques, les éditeurs, Calcul Canada et les milieux savants, et à trouver des moyens d'abattre les cloisonnements au niveau de l'utilisation et du maintien de l'infrastructure requise, afin de tenir informés les chercheurs de l'ensemble des choix disponibles. Relier les chercheurs à la capacité de stockage et à l'infrastructure de préservation des nœuds de Calcul Canada à la grandeur du pays sera un volet important de ce processus pour les projets qui ont besoin de serveurs et d'espace de stockage. Calcul Canada offre des services de consultation et de soutien à l'informatique de pointe en recherche dans les sciences humaines et les sciences en général, et de nombreuses publications créées en version numérique appartiennent à cette catégorie. De nombreux chercheurs en sciences humaines et sociales ne connaissent pas l'existence de ce type de ressources ou ne savent pas qu'ils peuvent stocker des données et autres produits scientifiques sur ce réseau. Pour ce qui est des projets qui ont besoin de beaucoup de ressources de développement, les chercheurs devraient savoir que la FCI et CANARIE, ainsi que le CRSH mettent à leur disposition des financements pour les nouvelles formes de diffusion des produits de recherche.

Les préoccupations au sujet de la préservation à long terme de ce savoir sont énormes<sup>11</sup>. Leur nouveauté même multiplie les défis sur le plan du maintien et de la durabilité. Créer un avenir durable pour ces produits de recherche nécessitera la contribution des chercheurs, qui devront réfléchir, dès le début de leur projet, à une stratégie de préservation de leur produit final et de leurs ensembles de données. Étant

---

<sup>11</sup> Voir, par exemple C. Lynch, « Updating the Agenda for Academic Libraries and Scholarly Communications », *C&RL*, 19 janvier 2017, <https://doi.org/10.5860/crl.78.2.16577>; N. Maron et S. Pickle, *Sustaining the Digital Humanities : Host Institution Support beyond the Start-up Phase*, New York: Ithaka S&R, 2014, <http://www.sr.ithaka.org/publications/sustaining-the-digital-humanities/>; et le *DH Curation Guide*, <http://guide.dhcurator.org/about/>.

donné la diversité des produits, l'infrastructure nécessaire pour assurer la pérennité du savoir n'est pas aussi facile à définir que pour les modes de publication plus traditionnels dont il a été question plus haut. Même si les données sont conservées dans des formats traditionnels, préserver les interfaces constitue un défi de taille. Les codes nécessaires à la compilation constituent aussi un grand obstacle, si l'on veut préserver la fonctionnalité. On espère que le [Conseil du leadership sur l'infrastructure de recherche numérique](#) et les efforts du [Réseau Portage](#) contribueront à mettre en place des stratégies d'archivage des nouvelles formes de publication.

## Poursuite de la collaboration

Les membres du Groupe de travail ont bénéficié de leur travail collectif. En peu de temps, nous avons chacun enrichi nos connaissances sur le monde de l'édition savante au Canada, franchissant les cloisonnements créés par les différents formats, rôles, disciplines et autres obstacles. Nous avons commencé à trouver des points communs significatifs, mais il reste beaucoup à faire. Une table de concertation nationale permanente sur l'édition savante, composée de représentants des groupes constitutifs et de chercheurs représentatifs, et avec une large représentation, serait un moyen utile de poursuivre la conversation. À court terme, plusieurs des initiatives décrites ci-dessus pourraient être avancées plus efficacement par des groupes de travail ciblés convoqués spécifiquement pour mettre en œuvre ces idées à court terme.

Le système d'édition savante est complexe et évolutif, et toutes les réformes seront implantées de façons itératives à mesure que nous nous adapterons à l'évolution des systèmes technologiques et humains. De nombreuses initiatives distinctes, mais fortement interreliées, actuellement en cours pourraient être intégrées à un modèle cadre destiné à assurer un avenir rayonnant et résilient à la publication savante canadienne.

# Annexe A : Mandat

## Appuyer l'édition savante canadienne : un groupe de travail sur les modèles de collaboration pérennes

### Objectif

Les chercheurs, les bailleurs de fonds de recherche, les bibliothèques, les établissements universitaires et un nombre croissant de sociétés et d'éditeurs savantes tendent vers l'objectif commun de rendre possible la diffusion étendue des résultats de recherche en libre accès, à l'échelle internationale, par des moyens d'édition publics de haute qualité et au coût le plus faible possible. Le groupe de travail réunira les intervenants mentionnés ci-après afin d'établir une vision, des principes et des objectifs communs qui serviront de cadre à des modèles innovants, solides, pérennes et collaboratifs visant la diffusion canadienne de la documentation savante. De nouveaux modèles de publication d'articles et de revues, les données de recherche afférentes, ainsi que de monographies et de nouvelles formes de communication savante seront examinés. En outre, des scénarios de financement pour ces nouveaux modèles feront l'objet de discussions et ils seront évalués quant à leur faisabilité. Les résultats permettront d'orienter l'élaboration et le renforcement des plateformes dans le paysage canadien de la recherche comme composante essentielle d'une plus vaste stratégie de mobilisation du savoir.

### Nom

Groupe de travail sur l'édition savante au Canada

### Activités (qui pourront inclure mais ne sont pas limitées à celles qui suivent) :

1. Réfléchir aux possibilités qu'offrent les faits nouveaux dans le milieu des communications savantes en fonction des études et des documents de groupes d'intervenants.
2. Suivre de près les initiatives actuelles comme le partenariat entre Érudit et Public Knowledge Project (PKP) et tenir compte des leçons tirées jusqu'à présent
3. Veiller à la participation des collectivités d'intervenants pour orienter les résultats attendus du groupe de travail
4. Établir une vision et un ensemble de principes de base qui permettront l'avancement de l'édition savante canadienne et le respect des besoins des intervenants
5. Proposer des objectifs de départ pour l'élaboration et le renforcement de services d'édition ou des plateformes
6. Discuter des options de modèles financiers et organisationnels et présenter des observations à leur sujet, en s'appuyant sur des entités existantes et en examinant de nouvelles possibilités
7. Regrouper les conclusions dans un cadre de travail afin d'orienter et de promouvoir la planification stratégique et les investissements qui touchent les nouveaux services d'édition et les plateformes au Canada.

## Résultats

- Un ensemble de principes pérennes pour les modèles de collaboration d'édition savante.
- Un cadre de travail pour les modèles de collaboration d'édition savante, qui comprend des objectifs et de possibles modèles opérationnels, pour des services d'édition et les plateformes.

## Relations de travail

Cette initiative distincte vient s'ajouter à plusieurs initiatives actuelles et entretient avec celles-ci une étroite relation de travail. Voici ces initiatives : le réseau Portage, une réunion sur les dépôts canadiens à être convoquée par l'Association des bibliothèques de recherche du Canada (ABRC) à l'automne 2016, le partenariat entre le Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR) et Érudit, le partenariat Érudit-PKP, et la feuille de route que produira prochainement l'ABRC sur l'avancement des communications savantes. La présidence du groupe de travail rendra compte de ses activités à la demande du Comité de l'avancement de la recherche de l'ABRC et des autres organismes intervenants, et elle pourra formuler aux organisations participantes des recommandations écrites au nom du groupe.

Les procès-verbaux et les rapports du groupe de travail ne sont pas confidentiels, à moins que celui-ci en décide autrement.

## Composition

- Gwen Bird, Association des bibliothèques de recherche du Canada (présidente)
- Clare Appavoo, Réseau canadien de documentation pour la recherche
- Josée Dallaire, Fédération canadienne des sciences humaines
- Alan Darnell, OCUL/Scholars Portal
- Suzanne Kettley, Association canadienne des revues savantes
- Joy Kirchner, Comité sur l'avancement de la recherche de l'Association des bibliothèques de recherche du Canada
- Lara Mainville, Association des presses universitaires canadiennes
- Claire Millington, Universités Canada
- Tanja Niemann, Érudit
- Brian Owen, Public Knowledge Project
- Tim Wilson, Conseil de recherches en sciences humaines

Chercheurs représentant les sciences, les sciences sociales et les sciences humaines

- Susan Brown, Chaire de recherche du Canada sur la recherche numérique collaborative et professeure d'anglais à l'University of Guelph
- Nicholas Kevlahan, professeur de mathématiques à la McMaster University
- Vincent Larivière, Chaire de recherche du Canada sur les transformations de la communication savante et professeur agrégé en sciences de l'information à l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information de l'Université de Montréal

## Secrétariat et présidence

La présidence joue un rôle de facilitateur en s'assurant que tous les membres ont l'occasion de participer activement et qu'ils donnent les points de vue de leur organisation dans le cadre des activités du groupe. L'ABRC fournira un soutien administratif qui vise notamment l'organisation de réunions et les procès-verbaux, et un membre du Conseil d'administration de l'ABRC présidera le comité.

**Budget**

Certains des intervenants participants (Érudit, PKP) ont offert d'appuyer financièrement et en nature les activités du groupe de travail; les détails sont à déterminer.

**Échéancier**

Le groupe de travail se réunira en juillet 2016, il présentera un rapport d'étape d'ici le 1er novembre 2016 et il achèvera ses travaux au plus tard le 1er avril 2017.

## Annexe B : Organismes représentés au groupe de travail

**L'Association des bibliothèques de recherche du Canada (ABRC)** comprend 29 bibliothèques de recherche universitaires parmi les plus grandes et deux établissements fédéraux. Sa mission consiste principalement à améliorer la recherche et l'éducation supérieure. L'ABRC milite en faveur de l'efficacité et de la pérennité de la communication savante, ainsi que la mise en œuvre de politiques publiques qui garantissent un accès élargi aux résultats de la recherche.

**L'Association canadienne des revues savantes (ACRS)** est une association nationale sans but lucratif qui s'emploie à renforcer les revues individuelles et la collectivité de l'édition des revues indépendante.

**L'Association des presses universitaires canadiennes (APUC)** est la porte-parole de l'édition savante au Canada et favorise la vaste diffusion de l'excellence de la recherche au Canada et à l'échelle internationale.

**Le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH)** est l'organisme subventionnaire fédéral qui encourage et appuie la recherche et la formation en recherche en sciences humaines au niveau postsecondaire.

**Le Conseil des bibliothèques universitaires de l'Ontario (OCUL)** est un consortium des 21 bibliothèques universitaires de l'Ontario. Sa force réside dans son engagement à travailler ensemble afin de maximiser l'expertise collective et les ressources. L'OCUL améliore les services d'information en Ontario et au-delà au moyen d'achats collectifs et d'infrastructure partagée en information numérique, de collaboration au niveau de la planification, de la politique, de l'évaluation, de la recherche, des partenariats, des communications et du développement professionnel.

**Érudit** est un consortium interuniversitaire canadien qui travaille en partenariat avec les institutions documentaires et les éditeurs scientifiques pour la diffusion numérique des résultats de la recherche. Érudit offre un accès centralisé à travers sa plateforme de recherche à du contenu de haut niveau.

**La Fédération des sciences humaines** œuvre à la mise en valeur de la recherche et de l'enseignement pour l'avancement d'une société inclusive, démocratique et prospère. La Fédération regroupe aujourd'hui plus de 160 universités, institutions et sociétés savantes représentant 91 000 chercheurs et étudiants des cycles supérieurs au Canada.

**Le Public Knowledge Project (PKP)** est une initiative de recherche à but non-lucratif menée par la Simon Fraser University et la Stanford University consacrée à rendre la recherche financée par les fonds publics librement accessible par le biais du libre accès, et qui développe des stratégies à cette fin, tout particulièrement le développement de logiciels libres, des services d'édition, le développement de capacités professionnelles et la participation communautaire.

**Le Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR)** est un partenariat de 75 universités canadiennes qui se consacre à élargir l'accès au contenu numérique pour les œuvres de recherche universitaire et d'enseignement au Canada. Grâce à l'action concertée des bibliothécaires, des chercheurs et des administrateurs, le RCDR entreprend des initiatives à grande échelle pour l'acquisition de contenu et de licences en vue de mettre en place une infrastructure de connaissances pour soutenir la recherche et l'enseignement dans les universités canadiennes.

**Universités Canada** est le porte-parole des universités canadiennes, au pays et à l'étranger, représentant les intérêts de 97 universités et collèges universitaires publics et privés à but non lucratif du Canada.